

Revivez les temps forts de #LaREF23

Publié le 28 août 2023

La Rencontre des Entrepreneurs de France fête sa cinquième édition ! Elle est devenue incontournable, le lieu de tous les débats, dans un esprit de convivialité. Forte de son succès grandissant, #LaREF23 revient avec un programme exceptionnel.

Revivez les temps forts de #LaREF23

[Télécharger le discours d'ouverture de Patrick Martin au format PDF](#)

18h15-18h45 : Séquence de fermeture avec Dominique Carlac'h, Amélie Oudéa-Castera et Tony Estanguet

Tony Estanguet : *"Les entreprises accompagnent le monde du sport depuis toujours et nous partageons les mêmes valeurs;"*

"Notre pays a rendez-vous avec son histoire."

"Le coût des JO est financé à 96 % par de l'argent privé et 90 % des entreprises qui soutiennent les jeux sont françaises."

"Les jeux de 2024 seront les premiers jeux paritaires, avec autant d'athlètes hommes et d'athlètes femmes."

"Nous voulons aussi mettre plus de sport dans la vie quotidienne des Français, et notamment des enfants."

Amélie Oudéa-Castera : *"Les jeux, c'est aussi une manière de redonner confiance en notre pays, conscience de tout ce dont on est capable."*

"La dimension économique de ces jeux, on n'en parle pas beaucoup. Mais ils auront des retombées économiques entre 7 à 10 milliards d'euros pour notre pays. Les jeux, c'est aussi beaucoup de créations d'emplois."

"Nous avons aussi l'ambition d'arriver à faire nation par le sport."

"Le sport est aussi un formidable outil de promotion sociale."

17h15-18h10 : Débat "#WhateverItTakes. Qui paiera ses dettes s'appauvrira...", avec Olivier Babeau, Eric Ciotti, Jézabel Couppey-Soubeyran, Aurore Lalucq, Pierre Moscovici, Pierre Moscovici et animé par Marie Visot

Olivier Babeau : *"La France et sa dette, c'est jusqu'ici tout va bien, comme dit le gars qui tombe de l'immeuble."*

"Dans le monde réel, on assiste à une explosion de ce que nous coûte la dette. Bientôt de le service de la dette sera le premier poste de dépenses de l'Etat."

"La dette est soutenable, si nous avons la croissance !"

"On ne peut plus augmenter la dette, nous nous sommes endettés plus que nos voisins."

Pierre Moscovici : *"Le service de la dette est aujourd'hui de 41 milliards et sera de 61 milliards en 2027."*

"Avec un tel niveau de dette, alors qu'on a des investissements massifs à financer, l'endettement, c'est l'impuissance publique."

"Il y a un paradoxe en France, on dépense beaucoup et les citoyens ne sont pas satisfaits. Il faut des politiques publiques de meilleure qualité."

Jézabel Couppey-Soubeyran : *"On a d'un côté des recettes fiscales limitées et des dépenses publiques contraintes par la règle des 3 % et une dette limitée par la dette des 60 %... Nos marges de manœuvre sont difficiles. C'est un triangle infernal."*

"Réduire les dépenses serait de la folie pure. S'endetter plus, cela accroîtrait notre rapport de dépendance vis-à-vis de nos créanciers et cela nous obligerait à croître toujours plus, donc à prélever toujours plus de ressources sur la planète... il faut donc transformer ce triangle infernal en losange vertueux, en y ajoutant un pôle de financement monétaire alternatif."

"Il faut élargir la focale et parler aussi d'endettement privé, qui représente 145 % du PIB et de la soutenabilité de cet endettement privé."

"Dans un monde sans dette, comment les ménages feraient-ils pour acquérir un logement, comment les entreprises feraient pour se développer ? C'est impossible. Il faut donc réfléchir à la notion de dette utile et responsable."

"Les banques françaises sont extrêmement solides pour soutenir l'endettement privé."

"Avoir une dette utile c'est avoir une dette qui corresponde aux besoins."

"Aujourd'hui, on veut orienter ,les financements vers les grandes transformations. La dette n'est pas un gros mot quand elle est utile et responsable."

Aurore Lalucq : *"La dette est un moyen qui doit répondre à des objectifs précis."*

"Le contexte géopolitique compte. Nous sommes en guerre et Il nous faut aujourd'hui une capacité de financement plus importante. Il va falloir utiliser la dépense publique avec des aides beaucoup plus fléchées."

"Il nous faut aussi une politique industrielle très forte."

Eric Ciotti : *"Nous sommes dans une urgence absolue en matière macroéconomique, tous nos paramètres se dégradent. Nous entrons dans une zone de très grand danger. Nous dépensons trop d'argent public et nous dépensons un argent public mal affecté."*

"Les prélèvements pèsent sur les entreprises et sur le pouvoir d'achat des ménages. Nous n'avons pas plus de dépenses publiques que les autres pays européens, mais la différence est sur le financement du modèle social, qui favorise l'oisiveté et qui pèse sur les entreprises."

"Plus on dépense, moins les missions pour lesquelles l'Etat est fait sont assumées. Il faut sans doute indemniser moins et moins longtemps. En même temps que nous devons baisser les dépenses publiques, il faut baisser les prélèvements obligatoires, il faut aller vers un libéralisme économique."

Pierre moscovici : *"Le niveau des prélèvements obligatoires atteint 45 %, on ne peut pas continuer à les augmenter."*

"Quand on a des déficits à 4,9 % et une croissance à 1 %, il y a deux leviers : la baisse des dépenses et les prélèvements obligatoires. Si on baisse certains impôts, il faut en augmenter d'autres, afin de stabiliser les recettes."
"

"Ce qui est préoccupant aujourd'hui, c'est la pente de notre dette, cela va donner des élongations !"

Jézabel Couppey-Soubeyran : "La question du financement de la transition écologique est toujours là."

"Avec la dette, on finance des dépenses, qui ont un retour sur investissement et qui permettent de rembourser la dette."

Nicolas Namias : "Le système bancaire français veut être là pour financer les grandes transitions : environnementales, sociales et technologiques, car ce sont des vecteurs pour la croissance de demain."

Aurore Lalucq : "Il va falloir changer la structuration de la fiscalité."

"Le monde d'avant est fini, il va falloir arrêter de tirer sur la corde."

Eric Ciotti : "Aujourd'hui, la priorité, c'est de diminuer les impôts, notamment les impôts de production."

"Il faut aussi revoir le système de l'impôt sur le revenu. Je suis aussi contre l'impôt sur les successions, qui empêche la circulation du capital."

Olivier Babeau : "On ne se lamentera jamais assez sur le fait que nous arrivons au début de l'épreuve, exsangues."

"Il va falloir se réinventer pour inscrire la France dans le XXIème siècle et pour assurer la soutenabilité de la dette."

16h15-17h10 : Débat "#UneCertaineIdée...À la recherche de l'État perdu", avec Thomas Cazenave, David Lisnard, Pascal Perrineau, Agnès Verdier-Molinié, Boris Vallaud et animé par Christophe Jakubysyn

Pascal Perrineau : "Nous n'avons pas perdu l'Etat, mais un certain Etat s'est perdu."

"Les dépenses publiques n'ont cessé de progresser, elles représentent aujourd'hui 58,2 % du PIB."

"Les prélèvements obligatoires n'ont eux aussi pas cessé de progresser. Le déficit public représente aujourd'hui environ 5 % du pays contre une moyenne de 3 % dans la zone euro. Quant à la dette publique, elle a explosé et atteint aujourd'hui 114 % du PIB."

"Cette puissance publique extrêmement importante n'est pas toujours très efficace. En matière d'éducation par exemple, la performance est peu élevée."

David Lisnard : "Les communes ont obligation à être excédentaires en termes de budget. Les maires ne veulent pas être des quémandeurs de l'argent de l'Etat."

"Une des clés de la performance publique est de mieux satisfaire l'usager, le contribuable et le fonctionnaire."

"Il faut une puissance publique à la bonne place, trop d'administration tue le service public."

"Les dépenses des collectivités territoriales, c'est environ 12 % de la dépense publique, c'est moins que la moyenne de la zone euro."

"C'est l'Etat qui est l'enfant malade de la puissance publique française, il doit se recentrer sur ses missions."

"Plus l'Etat élargit son champ d'action, moins il est capable d'assumer sa mission."

Agnès Verdier-Molinié : *"Aujourd'hui, les entreprises paient à l'Etat 157 milliards de plus que la moyenne de la zone euro."*

"L'essentiel des aides perçues par les entreprises sont des crédits d'impôts et des allègements de charges, c'est ce qui leur permet de survivre."

"Il faut une vraie baisse de la pression sur nos entreprises."

"Chaque fois que l'on dit les autres pays donnent plus d'aides que nous, on se trompe, car les autres pays ne taxent pas pour ensuite distribuer des aides."

"Si on veut gagner la bataille de l'emploi, cela se joue sur la baisse massive des impôts de production."

"Chez nous, on préfère taxer au moment où l'on produit ! Le chantier est énorme."

Boris Vallaud : *"S'il y a un acteur qui n'a pas été abandonné par la puissance publique et les dépenses publiques, c'est bien l'entreprise."*

"Le niveau de dette d'aujourd'hui arrive après une crise sans précédent, la question maintenant est qui va payer ?"

"L'Etat se perd de plusieurs manières. Il se perd quand il pense qu'il est une entreprise. Il suffit de voir le modèle de l'hôpital."

"L'Etat se perd quand il cesse de défendre l'intérêt général."

"Le devoir de l'Etat, c'est aussi de protéger."

David Lisnard : *"Il faut supprimer les aides aux entreprises, mais baisser considérablement les prélèvements sur les entreprises."*

"Quand on parle du déficit de l'Etat, il faut le regarder par rapport aux recettes de l'Etat."

"La dépense publique, c'est comme une drogue, il va falloir des cures de désintoxication, sinon on va dans le mur."

"On va payer très, très cher le quoi qu'il en coûte."

Agnès Verdier-Molinié : *"Une aide, c'est une sorte de fourre-tout, mais c'est très majoritairement des baisses d'impôts et des baisses de charges, pas des subventions."*

"Notre Etat s'est perdu dans le social et dans l'idée de financer l'inactivité, le surcoût est payé par les entreprises de France."

"Quand va-t-on faire une vraie réforme pour dire que tout ceux qui bénéficient des aides sociales retournent vers l'emploi, comme cela se fait en Europe du Nord."

"Si on veut dessiner l'Etat de 2053, ce serait un Etat qui ne serait pas inféodé à la sécu !"

Boris Vallaud : *"L'essentiel des dépenses sociales, ce n'est pas le RSA, mais l'assurance maladie, la retraite, la dépendance."*

"Le coût de la non prise en compte de la santé mentale, c'est 110 milliards en France."

David Lisnard : *"L'Etat doit intervenir en subsidiarité. Aujourd'hui, l'Etat crée du déterminisme social."*

"Toute la clé, c'est la dialectique entre l'égalité et la liberté, on est allé beaucoup trop loin dans l'égalité."

"Il faut un Etat qui arrête d'emmerder les Français et qui arrête de subventionner, car la subvention crée de la connivence."

Pascal Perrineau : *"Il faut un Etat davantage modeste et pas un Etat qui cherche à tout faire. L'Etat est aujourd'hui persuadé qu'il peut légiférer sur tout. Il doit revenir sur ses fondamentaux."*

"Il faut un Etat qui ne soit plus une "big mother", qui a transformé le citoyen en consommateur toujours en colère."

"L'Etat doit se recentrer sur le régalien et cesser de faire intrusion dans nos vies privées."

"Cette évolution ne va pas être facile. Il faut faire avec la société française telle qu'elle est et non pas telle qu'on la rêve."

15-20-16h15 : Débat "#WomanPower. Le jour où la journée internationale du droit des femmes n'existera plus...À quand la fin du 8 mars ?", avec Pierre Ferracci, Iris Knobloch, Emmanuelle Malecaze-Doublé, Céline Mas et animé par Fabrice Lundy

Céline Mas : *"Il y a une régression du droit des femmes dans le monde, qui s'est accentuée avec le Covid."*

"On a enchaîné les crises systémiques et, dans les périodes compliquées, les droits des femmes régressent."

"On a la montée de certains fondamentalismes partout dans le monde."

"Les droits sexuels et reproductifs sont un combat fondamental, car, quand on maîtrise son corps, on a plus de liberté."

"L'égalité crée du progrès, ne l'oublions pas !"

"Les femmes représentent une grande partie de l'économie informelle."

"Il faut travailler ensemble avec les hommes !"

Iris Knobloch : *"Le festival de Cannes a la responsabilité de montrer les injustices."*

Pierre Ferracci : *"Le football va devoir évoluer dans son modèle économique, car c'est sans doute le secteur où les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes sont les plus importantes."*

Céline Mas : *"La France n'échappe pas au sexisme. 40 % des Français pensent que, pour se faire respecter dans son couple, on peut faire appel à la violence."*

"La France est plutôt bien placée en Europe. Sur le plan économique, nous avons bien évolué, en revanche, sur le plan des violences, nous sommes encore très en retard."

Emmanuelle Malecaze-Doublé : *"Pour parvenir à l'égalité femmes/hommes, il faut que les femmes aient confiance en elles."*

"On entend les mêmes promesses depuis vingt ans, c'est aux chefs d'entreprises d'agir pour que les promesses soient tenues."

Iris Knobloch : *"Il faut sans doute passer dans certains cas par des quotas."*

"Dans les entreprises, le plafond de verre aux USA est plus haut qu'en Europe, l'Europe est beaucoup plus machiste."

Pierre Ferracci : *"Il faut avancer sur le terrain par des initiatives concrètes, mais il faut aussi des lois et des quotas, car cela sert tout de même à faire bouger les lignes."*

Emmanuelle Malecaze-Doublé : *"Il faut plus de mesures concrètes, par exemple le congé parental. Il faut s'inspirer en cela de la Suède, où c'est partagé à égalité entre les hommes et les femmes."*

"Il faudrait aussi conditionner certaines aides et subventions à la place des femmes dans les entreprises."

"L'égalité dans la sphère privée viendra de l'égalité au travail."

Céline Mas : *"Les femmes ou les équipes mixtes surperforment."*

"Les femmes sont moins ambitieuses sur le périmètre de leur entreprise, c'est là aussi une question de confiance."

Iris Knobloch : *"Il y a moins de films de femmes, car les femmes ont plus de mal à lever des fonds."*

Pierre Ferracci : *"Dans le management, il y a souvent des besoins de formations scientifiques et les filles sont encore trop peu nombreuses dans les filières scientifiques."*

"Créer une entreprise, c'est être très disponible et là se repose le problème de l'articulation vie professionnelle/vie privée."

Emmanuelle Malecaze-Doulet : *"Il y a un écart entre les réseaux des femmes et les réseaux des hommes, même si c'est surtout la mixité qui fait la force."*

Pierre Ferracci : *"Manager, c'est articuler fermeté et bienveillance, Les femmes ont un petit avantage sur les hommes en ce domaine."*

"Les sociétés les plus diversifiées sont aussi les plus créatives."

Céline Mas : *"Sur tous les sujets de demain, la place des femmes est fondamentale, les laisser de côté, c'est s'auto saboter."*

Iris Knobloch : *"La solution passera par l'entreprise."*

"Il y a beaucoup de fraternité, il faut aussi plus de sororité."

Pierre Ferracci : *"L'entreprise a un pouvoir d'entraînement, qui peut ensuite entraîner le reste de la société."*

Emmanuelle Malecaze-Doulet : *"Le jour où on aura l'égalité au travail et à la maison, on n'aura plus besoin du 8 mars, mais ce sera quand et comment ? Il faut aller le plus vite possible."*

Iris Knobloch : *"Il faut accélérer, car les choses avancent très, très lentement."*

"J'admire toutes les femmes qui ont brisé des plafonds de verre."

14h30-15h20 : Débat "#Watt'sTheFuture. Quelle lumière au bout du tunnel ?", avec Jean Jouzel, Agnès Pannier-Runacher, Dr Bertrand Piccard, Patrick Pouyanné, Luc Rémont et animé par Cécile Desjardins

Jean Jouzel : *"Le réchauffement climatique est clairement liée à l'activité humaine."*

"Ce que nous observons aujourd'hui, notre communauté scientifique l'envisage depuis 40 ans... d'où l'importance d'accorder de la crédibilité à ce que nous envisageons aujourd'hui pour 2050."

"Il deviendra de plus en plus difficile de lutter contre le réchauffement, qui tient beaucoup à l'utilisation des énergies fossiles."

"On ne peut que partager l'appel d'Antonio Guterres, qui demandait d'arrêter tout investissement dans les combustibles fossiles, or ce n'est pas ce que nous faisons."

Agnès Pannier-Runacher : *"La lutte contre le réchauffement est une priorité absolue du gouvernement. Il y a un combat climatique, mais aussi un combat de souveraineté et d'acceptabilité sociale."*

"Il faut conjuguer la lutte contre le réchauffement, mais aussi pour la réindustrialisation."

Patrick Pouyanné : "Les fossiles, c'est toujours 81 % de l'énergie mondiale. J'entends l'urgence des scientifiques, mais en même temps il y a la vie réelle."

"Nous ne devons pas mettre des contraintes supplémentaires, la transition prendra du temps."

"Nous construisons un électricien bas carbone au sein de TotalEnergie, mais nous devons aussi assuré notre approvisionnement en pétrole."

"L'énergie augmente, mais il faut trouver des amortisseurs pour encaisser ces augmentations."

Luc Rémont : "Le renouvelable, c'est merveilleux, mais cela produit quand ça veut. Il faut donc mettre en face du renouvelable, du nucléaire et de l'hydraulique."

Dr Bertrand Piccard : "Le constat des scientifiques est correct, mais la conclusion qu'on en tire ne l'est pas."

"Notre monde est un monde du passé, un monde de gaspillage, qui coûte très cher."

"On ne doit pas dire il faut décarboner, mais il faut moderniser. Alors, on aura un consensus. La conséquence de la modernisation sera la décarbonation."

Agnès Pannier-Runacher : "L'impact du dérèglement climatique est majeur sur nos paysages et sur nos entreprises."
"

"Au niveau du gouvernement, nous avons pour objectif de sortir des énergies fossiles dans un calendrier rapide, vers 2040 ou 2045."

"Il faut utiliser juste ce dont on a besoin."

Jean Jouzel : "Réduire les fossiles est une nécessité."

"Pour atteindre la neutralité carbone, il faut faire vite et on ne va clairement pas assez vite."

Agnès Pannier-Runacher : "La France a massivement investi dans le renouvelable et nous sommes en ce domaine devant l'Allemagne."

"Il ne faut pas opposer renouvelable et nucléaire."

Luc Rémont : "Les consommateurs prennent de plus en plus le contrôle de leur énergie."

"Quand nous pensons au mix énergétique, il faut aussi prendre en compte ce que font les consommateurs."

Patrick Pouyanné : "On ne vendra pas la transition énergétique, si on ne parvient pas à s'engager dans une transition heureuse."

Dr Bertrand Piccard : "Les sources d'énergie vont de plus en plus être multiples, il faut savoir de quoi en parle."

"On sait très bien comment stocker les énergies intermittentes, mais il faut réfléchir à toutes les solutions et à toutes les mesures à mettre en place, ce qui implique de se remettre en question."

Luc Rémont : "Nous abordons l'hiver 2023 avec beaucoup plus de confiance que l'hiver précédent, mais cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter la vigilance."

"Sur les prix, nous restons dans une économie de guerre et l'effet de cette économie ne va pas totalement disparaître en 2024."

Agnès Pannier-Runacher : "Le plan Sobriété a permis de faire baisser la consommation d'électricité et de gaz de 12 % en un an."

"Si on veut baisser les prix, il faut baisser la demande et augmenter la production."

"Le rôle des entreprises par rapport à cette production est fondamental."

"La réforme du marché de l'énergie européen a pour vocation de donner des visions à long terme. Si cela ne se fait pas au niveau de l'Europe, nous le ferons au niveau de notre pays."

Patrick Pouyanné : *"Le marché du pétrole est un marché mondial, donc je ne vois pas les prix baisser rapidement."*

"Sans la guerre russe, le marché énergétique européen ne fonctionnait pas si mal."

Agnès Pannier-Runacher : *"Le marché de l'électricité a permis l'hiver dernier de fournir de l'énergie à tous les Européens."*

Dr Bertrand Piccard : *"Il faut aussi poser le sujet du cadre légal. Pour l'environnement et l'énergie, c'est un cadre archaïque. Il faut travailler beaucoup plus sur cet aspect là. Il faut uniformiser le changement législatif pour qu'il incite à devenir propre et efficient et à moderniser."*

Patrick Pouyanné : *"Le vrai sujet pour nous Européens, c'est le prix du carbone."*

12h10-13h00 : Débat "#Demos. Mortelles démocraties - L'avenir d'une exception", avec Xavier Bertrand, Thierry Beaudet, Richard Malka, Chloé Morin, Vincent Jeanbrun, Laetitia Strauch-Bonart et animé par Emmanuel Kessler

Xavier Bertrand : *"La démocratie est un mauvais système, mais il n'y a pas mieux !"*

"La démocratie, c'est le fait de pouvoir choisir. La démocratie est confrontée aujourd'hui à une crise du résultat, avant même la question des valeurs."

"Notre système de valeurs est beaucoup trop vertical et nous avons aussi des choses qui viennent miner la démocratie comme la violence."

"La place de l'intelligence artificielle peut aussi diminuer notre faculté de choisir."

Chloé Morin : *"Une part croissante de la population ne trouve pas dans le système actuel les changements qu'elle souhaite."*

"La démocratie est en difficulté, mais ce n'est que le début des problèmes, car la crise climatique va augmenter les pressions sur nos systèmes politiques."

"Le militantisme écologiste violent occupe une part de plus en plus importante, notamment chez les jeunes."

Thierry Beaudet : *"On réduit trop le citoyen à l'électeur."*

"Les citoyens ne veulent plus se contenter de dire oui ou non, stop ou encore... il faut compléter la démocratie représentative."

"Il faut changer de culture, il faut tester des dispositifs nouveaux."

"Il faut inventer un nouveau chaînage démocratique pour donner des points d'ancrage à la démocratie représentative."

"Les raisons d'être optimiste ne sont pas très nombreuses. On peut se demander si la démocratie n'est pas qu'une parenthèse dans l'histoire humaine."

"Le pouvoir de la foule, c'est la tyrannie la plus féroce."

"En France, la crise est profonde ! Il y a un discrédit sur toutes les institutions."

"Quand 50 % des personnes sont prêtes à voter pour le RN ou pour LFI, je ne sais pas ce qui peut se passer."

"Partout dans le monde, l'extrême droite progresse !"

Laetitia Strauch-Bonart : *"Une démocratie, c'est des citoyens et des représentants choisis pour prendre des décisions."*

"La démocratie française est aujourd'hui dérégulée, comme si un seul décidait et que la société refusait de respecter le consensus, quand consensus il y a. Il faut aujourd'hui refabriquer du consensus. Aujourd'hui, les parlementaires n'ont pas un rôle assez important."

"A l'unicité du pouvoir répond une société qui n'arrive pas à se mettre d'accord."

"Il faut décentraliser et déconcentrer le pouvoir et il faut plus de contre-pouvoirs. Mais le citoyen français est paradoxal, car il pense que la déconcentration du pouvoir lui fait peur."

Vincent Jeanbrun : *"Notre démocratie est plus fragile que jamais, aujourd'hui tous les symboles de la République sont attaqués. La démocratie, c'est une promesse, et cette promesse est aujourd'hui dans beaucoup d'endroits totalement déçue."*

"La démocratie est devenue inefficace."

"Ce ne sont pas tant les totalitarismes qui menacent la démocratie, mais la perte d'efficacité et d'efficience."

"L'impuissance de notre République, c'est ce qui fait que nos concitoyens regardent ailleurs. Pour régler cela, il faut du courage politique et ne pas penser seulement à sa réélection."

"Notre démocratie ne s'en sortira que si elle accepte de prendre des risques."

"Aujourd'hui, on interdit tellement de choses que plus personne ou presque ne respecte les règles, sauf les honnêtes gens. Arrêtons de tout réglementer !"

"Il faut libérer le pays !"

Xavier Bertrand : *"Il faut revenir à un mandat plus long et la pratique référendaire peut redonner du souffle."*

Chloé Morin : *"Une démocratie, c'est aussi la volonté de vivre en commun."*

"Il faut mener le combat idéologique sur le plan des idées, notamment chez les jeunes."

Vincent Jeanbrun : *"L'uniforme à l'école permettrait de résoudre la question de l'abaya."*

Laetitia Strauch-Bonart : *"On se met aujourd'hui à devoir légiférer sur des choses qui relèvent des mœurs."*

"Pour retrouver un horizon commun, il faut ne pas avoir peur de l'idéologie, de la mythologie républicaine."

Thierry Beaudet : *"Le pragmatisme n'est pas suffisant, il faut aussi une vision collective."*

"Les femmes et les hommes politiques donnent trop souvent l'impression de ne pas faire confiance aux Français."

11h30-12h10 : Conversation avec Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et François Lenglet

"L'économie moderne, c'est des entreprises fortes et un Etat fort."

"Sans liberté, pas de croissance, pas d'entrepreneuriat, pas de Nation."

"Avec le Président de la République, depuis 2017, on a fait le job pour développer l'emploi, développer les entreprises et pour baisser les impôts."

"Le rôle de l'Etat est aussi d'être le garant de l'ordre public économique quand cela va mal. On a vu cela pendant l'épidémie."

"Nous sommes face à deux grands bouleversements systémiques, la transition écologique et l'IA, c'est le rôle de l'Etat de prévoir les investissements nécessaires."

"Les impôts vont continuer de baisser. Quand on baisse les impôts, on a plus de recettes fiscales, c'est pourquoi on va continuer de les baisser."

"Le taux d'IS est passé de 33,3 à 25 %, c'est un engagement qu'on a tenu et cela nous a rapporté plus de recettes fiscales."

"C'est encore plus spectaculaire en matière d'impôt sur le revenu. Baisser les impôts c'est bon pour les ménages, pour les entreprises, pour la Nation et pour la prospérité collective ".

"L'Allemagne reste la première puissance économique en Europe avec une industrie forte. Nous voulons réindustrialiser la France."

"Nous avons baisser les impôts de production de 10 milliards depuis le début du premier quinquennat, on va continuer à les baisser."

"Notre intérêt est d'avoir une Allemagne qui se porte bien et qui réussisse économiquement. L'Allemagne est fortement exposée à la Chine et il y a un ralentissement et un durcissement chinois. Mais je n'ai aucun doute sur les capacités de l'Allemagne à redéfinir son modèle économique."

"L'Europe peut être le grand continent du XXI^e siècle, mais il faut savoir tirer les leçons du passé."

"Nous sommes face à des transformations technologiques que nous ne pouvons pas manquer. C'est maintenant que cela se joue, nous devons jouer le jeu de la révolution climatique et de la révolution de l'intelligence européenne. Il ya une urgence absolue à créer une Europe des capitaux pour financer tout cela."

"Nous avons les meilleurs scientifiques, les meilleurs techniques, les meilleurs brevets, mais nous n'avons pas les financements."

"Faisons évoluer les règles européennes, soyons transgressifs !"

"Nous devons rester un grand pays et un grand continent d'innovation ! Nous devons innover massivement et collectivement."

"Les Européens tous ensemble sont invincibles !"

"Nous nous sommes battus bec et ongles pour imposer à la Commission européenne qu'elle nous permette de financer la réindustrialisation."

"Etre désiré est une chose que notre nation ne connaissait pas depuis longtemps, aujourd'hui la France est le pays le plus attractif pour les investissements étrangers en Europe. Il faut poursuivre sur cette voie."

"Nous voulons passer de 7 à 5 % de taux de chômage, c'est possible, mais j'ai besoin de vous !"

"La crise chinoise est préoccupante et les entrepreneurs se demandent s'ils peuvent continuer d'investir en confiance en Chine."

"Je confirme le 1 % de croissance française pour 2023, mais je reste prudent pour l'avenir, en raison notamment de la situation chinoise."

"Nous n'avons pas à nous aligner sur les décisions américaines, en ce qui concerne les échanges avec la Chine. Notre intérêt est de conserver des relations économiques fortes, mais exigeantes avec la Chine."

"Il y a un léger fléchissement sur le marché du travail, nous n'arriverons pas naturellement au plein emploi, cela demande des décisions politiques."

"Mais on peut persister dans la voie de la croissance décarbonée pour atteindre ce plein emploi."

"La France a la fâcheuse habitude de survivre et elle le fait grâce à vous !"

10h40-11h30 : Débat "#VoyagerOuPas. L'avenir des grands déplacements ?", avec Clément Beaune, Antoine Buéno, Augustin de Romanet, Marie-Ange Debon, Claire Martin, Christelle Morançais et animé par Raphaëlle Duchemin

Clément Beaune : *"On a un paradoxe, les transports c'est 30 % de la facture énergétique, comment combiner cela avec la mobilité, c'est toute la question."*

"La restriction n'est pas la bonne réponse."

"Tous les modes de transport doivent contribuer à la transition écologique. Même l'avion peut se décarboner."

Antoine Buéno : *"Le risque majeur, ce n'est pas le réchauffement climatique, c'est la politique !"*

"Si l'offre n'est pas capable de se verdir, on risque d'avoir aux manettes des politiques favorables à la décroissance."

"Ce serait catastrophique."

Christelle Morançais : *"Les interdictions ne servent à rien ! Dans tous les aéroports, on constate une augmentation du trafic. Il faut regarder la réalité en face."*

"On manque totalement de nuance. Il faut investir massivement en R&D pour innover."

Augustin de Romanet : *"L'avenir des transports, ça va être le progrès technique."*

"Jusqu'en 2019, le transport aérien négligeait totalement la décarbonation. il va falloir décarboner les aéroport, développer l'avion électrique, revoir le contrôle aérien, développer l'avion à hydrogène et développer les carburants de synthèse."

"Si le progrès technique n'est pas capable de parvenir en 2050 à la décarbonation du transport aérien, il faudra adopter des mesures restrictives,"

Marie-Ange Debon : *"Le sujet de la mobilité est aussi celui de l'ouverture d'esprit."*

"L'essentiel des kilomètres est routier, l'enjeu est de réformer le routier."

"Aujourd'hui, on a trop souvent une seule personne par véhicule, il va falloir trouver des solutions pour réduire cet autosolisme."

"On ne peut imposer des restrictions à des gens qui ont besoin de se désenclaver."

Claire Martin : *"Dans le maritime, on va vers un transport décarboné plus sobre, mais aussi innovant."*

"L'optimisation des routes maritimes est aussi un impératif."

"L'innovation passe par le digital, l'IA, mais aussi par des investissements massifs."

Antoine Buéno : *"Pour effectuer la transition, on a deux leviers, le premier est la loi, et c'est une mauvaise solution, l'autre levier est le prix. Il faut que les transports polluants soient chers."*

Clément Beaune : *"On fera l'essentiel par le progrès technique ! Mais on ne peut opposer innovation et régulation, car c'est souvent la régulation qui enclenche l'innovation."*

"Décarboner l'aviation nécessite le soutien de l'Etat."

Augustin de Romanet : *"On essaie de faire de la pédagogie de l'offre."*

"En obligeant les transporteurs aériens à utiliser des carburants plus chers, on va augmenter le prix des billets d'avion, donc induire automatiquement des restrictions."

Clément Beaune : *"Le train est structurellement plus cher que l'avion, c'est un fait ! L'Etat subventionne déjà fortement le ferroviaire."*

Christelle Morançais : *"La question du financement pour les transports est le nerf de la guerre !"*

"Si on veut encourager la mobilité douce, il faut se demander comment on finance les infrastructures nécessaires."

"L'ouverture à la concurrence peut aussi induire une baisse des coûts."

"Pour les entreprises, l'enjeu des mobilités est fondamental !"

Claire Martin : *"Dans un système de transport mondial, les réglementations doivent être internationales."*

"La transition vers un transport décarboné va nécessiter des investissements considérables, les innovations technologiques sont indispensables, mais coûteuses, surtout au début de leur mise en œuvre. Cela peut se traduire par une augmentation des prix du transport et, par conséquent, par une augmentation du prix des marchandises transportées."

Marie-Ange Debon : *"Il y a trois leviers de financement, le tarif, les taxes et la performance des opérateurs via la concurrence."*

"L'équilibre entre les trois doit être travaillé par l'ensemble des acteurs."

Clément Beaune : *"Il y a deux modes de financement, l'usager et le contribuable. L'usager doit aussi accepter de payer."*

Augustin de Romanet : *"Le tourisme, c'est 10 % du PIB sans avion, nous n'avons pas de tourisme."*

Antoine Buéno : *"Tout est à faire ! Mais attention au risque d'augmentation des inégalités."*

Christelle Morançais : *"N'opposons pas les territoires entre l'urbain et le rural ! La question des mobilités se pose différemment dans un cas et dans l'autre."*

Claire Martin : *"Travaillons tous ensemble pour offrir des moyens de transports décarbonés !"*

Marie-Ange Debon : *"La mobilité est en train de bouger, nous sommes au début de cette révolution."*

Clément Beaune : *"On a fait toutes les grandes révolutions industrielles, avec des innovations qui ont fait rêver tout le monde, il faut continuer."*

9h50-10h40 : Débat "#WarGames. De la guerre économique à l'économie de guerre", avec Emmanuel Chiva, Frédéric Encel, Elvire Fabry, Ali Laïdi, Amy Schedlbauer, Eric Trappier et animé par Pierre de

Vilno

Ali Laïdi : *"La guerre économique existe depuis le néolithique."*

"Il ya de la violence dans le champs économique et cette violence peut parfois se traduire en guerre tout court."

"La guerre économique est l'utilisation de moyens illégaux pour conquérir des marchés."

Frédéric Encel : *"Les Européens ont considéré que la guerre était devenue ringarde."*

"Ils l'ont repoussée de leurs perspectives, ce qui est une folie furieuse."

"La guerre est une transaction commerciale et, comme toute transaction commerciale, c'est toujours un schéma de rapport de force."

Elvire Fabry : *"Depuis un an, on observe que tous les soutiens apportés par les USA aux Européens sont faits en regardant Xi dans les yeux."*

"On est en train de glisser du terrain de la compétition économique sur celui de la coercition économique."

"La réponse, quand on parle d'autonomie stratégique, est à traiter au niveau européen et là, l'Europe n'est pas au rendez-vous."

Emmanuel Chiva : *"Avec la nouvelle loi de programmation militaire, pour la première fois, on a réinterrogé nos ambitions et pris en compte les nouveaux espaces de conflictualité :le spatial, le cyber, etc. C'est une loi de programmation militaire de construction."*

Amy Schedlbauer : *"La guerre économique est un sujet important, compte tenu du rôle joué par les industries de la défense."*

"Continuer de travailler ensemble est fondamental."

"Poutine s'est complètement trompé sur la détermination du peuple ukrainien et sur la force de l'alliance transatlantique."

"Cette guerre nous a rappelé le rôle fondamental de l'Otan."

"Au-delà de l'Ukraine, d'autres domaines requièrent notre attention, comme le cyber et l'espace. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins."

"La France dispose de moyens militaires importants, qui vont de la dissuasion nucléaire à la force d'intervention."

"La guerre en Ukraine a montré la nécessité d'avoir des capacités de défense supplémentaires, j'invite pour cela la France a approfondir sa coopération avec le secteur privé américain."

"Ensemble, nous pourrions construire un secteur de la défense plus fort et plus cohérent."

Eric Trappier : *"Nous ne faisons pas une industrie de défense sans compétences."*

"La souveraineté se base sur les compétences."

"Pourquoi l'Europe achète-t-elle des F-35 et pas des avions français !"

"La paix se prépare en se donnant les moyens de faire la guerre."

"Pour préparer la guerre, il faut faire une économie de guerre en temps de paix."

"Les Européens dépensent 60 milliards pour acheter des F-35, c'est tout de même dommage."

"La France a besoin de pouvoir exporter pour avoir un marché viable."

Emmanuel Chiva : "On ne fait jamais fausse route à chercher des collaborations avec nos alliés."

"La collaboration dans le domaine capacitaire militaire n'est toutefois pas facile "

"Le fait de faire des coopérations, c'est aussi une collaboration politique."

"Le mot clé en termes de partenariats et de coopération est pragmatisme."

Eric Trappier : "Il faut bâtir une collaboration efficace, et pas seulement une collaboration politique, qui est nécessaire, mais pas suffisante."

Frédéric Encel : "La France dispose du deuxième domaine maritime du monde et l'avenir géopolitique est dans les mers et dans les océans, et notamment dans l'indo-pacifique."

"La dissuasion fait en principe de la France hexagonale un espace protégé, il faut se concentrer sur la protection de nos autres territoires."

Elvire Fabry : "Quand on achète des équipements militaires, on crée une dépendance avec nos partenaires."

"Nous devons, au niveau de l'Europe, passer à une logique de mutualisation."

Eric Trappier : "Aux USA, l'industrie de défense est privée, mais est très liée à l'Etat, en France il y a une bonne compréhension entre les pouvoirs publics et les industries de la défense."

"Le process de mutualisation européenne va prendre du temps et il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre. La souveraineté est d'abord nationale."

9h00-9h50 : Débat "#ÊtreEtAvoir. La nouvelle lutte pour les classes - L'école de l'avenir", avec Carole Delga, Vanessa Diriart, Olivier Faron, Mathieu Nebra, Najat Vallaud-Belkacem et animé par Philippe Mabil

Najat Vallaud-Belkacem : "On a quand même une belle éducation en France. Notre système fait réussir un grand nombre d'élèves, le problème c'est ceux qu'il ne fait pas réussir."

"Les élèves ne se mélangent pas assez."

"Il y a aussi un sujet d'attractivité du métier."

"Le métier d'enseignant est devenu beaucoup plus difficile que par le passé."

"Même les parents se transforment parfois en tyrans vis à vis des enseignants."

Olivier Faron : "Notre préoccupation est clairement de ne pas laisser des jeunes au bord de la route."

"On essaie d'avancer le plus possible en écoutant les enseignants."

"Il faut faire réussir tous les jeunes !"

Carole Delga : "En France, l'Education nationale a un rôle fondamental de cohésion républicaine."

"C'est elle qui permet de donner un cadre stable pour l'économie."

"J'appelle à une révolution éducative."

"Il faut plus de temps à l'école."

"La durée des vacances d'été est trop longue."

"Il faut plus de temps et mieux de temps."

"Il faut aussi que la recomposition des journées soit redéfinie."

Carole Delga : *"Il faut que l'orientation soit plus ouverte sur le monde de l'entreprise, afin de faire connaître aux jeunes la réalité des métiers."*

"Il faut aussi revoir toute la formation tout au long de la vie et cesser de fonctionner en silo."

Vanessa Diriar : *"Les besoins des entreprises évoluent vite et nos entreprises ont besoin d'avoir des collaborateurs à cela... Le rôle de l'enseignement supérieur est de fournir ces compétences."*

"Nous avons besoin des acteurs du monde des entreprises pour pouvoir assurer à nos jeunes une insertion dans l'emploi adapté."

"Il faut pouvoir former nos élites bien sûr, mais aussi les autres, c'est pourquoi il faut une véritable filière des compétences."

Mathieu Nebra : *"Notre vision éducation initiale vs formation continue est en train de changer, car les besoins des entreprises évoluent et que les individus aspirent à de nouvelles vies."*

"Il faut s'accorder ensemble, écoles, entreprises, sur le socle de compétences nécessaires."

"Avoir plus de diplômes n'a plus de sens aujourd'hui. Il faut plus de compétences."

Olivier Faron : *"Il faut une orientation choisie, il faut que les entrepreneurs travaillent avec nous pour cela."*

"Les chemins vers les grandes écoles doivent être diversifiés."

Najat Vallaud-Belkacem : *"Le sujet central est vraiment celui des inégalités et de l'absence de mixité sociale."*

"Le vrai sujet du lycée professionnel, c'est qu'ils concentrent des élèves de mêmes origines socio-culturelles."

"Les enseignants les plus malheureux sont les plus jeunes, qui sont envoyés dans les quartiers les plus difficiles, dans des établissements ségrégués."

"La mixité, cela a du bon pour tout le monde, alors mélangeons les élèves !"

Mathieu Nebra : *"La méthode unique, proposée par l'Education nationale, ne convient pas à tout le monde."*

"Il faut s'adapter au rythme de chacun, ce que ne sait pas faire l'Education nationale. Il faut plus de flexibilité."

"Faisons confiance aux enseignants pour adapter leurs enseignements."

Olivier Faron : *"Les enseignants de l'éducation prioritaire sont de formidables combattants."*

"Ils ont un rôle central."

"Derrière les difficultés de recrutement des entreprises, il y a aussi un manque de connaissance et de reconnaissance des filières."

"Il y a des métiers en tension avec des CFA qui sont vides !"

"L'interaction école/entreprise est vraiment fondamentale."

"Le déterminisme social est le gros problème de notre système éducatif."

"La réforme de l'apprentissage a permis de résoudre une partie des problèmes, la France doit continuer dans cette voie."

Carole Delga : *"Tous les présidents de région soutiennent l'apprentissage, mais nous regrettons que la question de l'apprentissage avant bac n'ait pas été suffisamment bien traitée."*

"Le sujet en France, c'est la question du capital culturel."

"Il y a aussi un problème de formation des enseignants."

"On doit être admiratif du travail des enseignants, qui doivent toujours être au top devant leurs élèves."

19h30-20h05 : Worldskills Competition : en route vers Lyon 2024 !

19h20-19h30 : Remise des prix de la course de vélo au profit de l'association Tout le monde contre le cancer

18h30-19h20 : Débat *"#IAQu'àFautQu'on. Demain l'intelligence assistée ?"*, avec Jean Noël Barrot, Eléonore Crespo, Luc Julia, Michel Lévy-Provençal, Arthur Mensch, Georges-Olivier Reymond, Jérôme Stubler et animé par Marjorie Paillon

Luc Julia : *"La meilleure définition de l'IA, c'est que c'est une boîte à outils qui contient de nombreux outils."*

Arthur Mensch : *"L'IA ne sait pas tout faire, mais elle sait lire ou générer des textes beaucoup mieux que l'humain."*

Georges-Olivier Reymond : *"L'IA a besoin de grandes puissances de calcul pour fonctionner. Avec les ordinateurs quantiques on peut résoudre en quelques minutes des problèmes qu'il faudrait des milliards d'années à résoudre sans cela."*

Eléonore Crespo : *"Certains des outils de l'IA aident les dirigeants à prendre de meilleures décisions."*

Jérôme Stubler : *"Avec l'IA, on optimise l'énergie consommée par nos clients en fouillant dans leurs datas."*

"L'IA est devenue pour nous un outil de tous les jours."

Michel Lévy-Provençal : *"On vit un moment de bascule avec l'arrivée de Chat GPT. Et ce n'est que l'année zéro d'une révolution qui est celle de la productivité augmentée."*

Jean Noël Barrot : *"La priorité absolue est que, dans les prochains mois, la France dispose de ses propres outils d'IA générative."*

Arthur Mensch : *"Avec Chat GPT, on a vu que l'IA générative pouvait vraiment augmenter la productivité et on a voulu le faire en France."*

Jean-Noël Barrot : *"On voit que la France reste une grande nation de sciences et de mathématiques."*

Luc Julia : *"La French Tech a donné un souffle qui donne de nouveau envie d'entreprendre en France."*

Jean-Noël Barrot : *"Pour faire un modèle d'IA générative, on a besoin de trois choses seulement : des données, une puissance de calcul et de talents, et la France a tout cela en abondance."*

Eléonore Crespo : *"Si vous ne prenaient pas le tournant de la donnée, vous n'êtes plus dans la course."*

"L'IA ne va pas détruire des jobs, mais en créer, mais elle va tuer des entreprises si elles ne prennent pas le tournant de la donnée."

Michel Lévy-Provençal : *"On est en train d'entrer dans une phase où, si les entreprises ne prennent pas conscience de cette révolution, elles vont être en retard."*

"L'IA ne va pas remplacer des emplois, mais l'IA plus un humain va remplacer un humain sans IA."

"Il ne faut pas attendre, il ne faut pas que la souveraineté soit un frein."

Georges-Olivier Reymond : *"Attention de ne pas prendre le train en marche ! Tout cela commence maintenant et il faut vraiment s'y atteler."*

Jean-Noël Barrot : *"La domination technologique précédant la domination normative, notre priorité c'est la technologie."*

"Nous aurons besoin que les grands donneurs d'ordre publics comme privés jouent le jeu. Il reste beaucoup de marges de progrès."

"Le marché du cloud est aujourd'hui écrasée par des acteurs non européens. Non seulement ils dominent le marché, mais ils le verrouillent. Heureusement les choses sont en train de changer, l'Europe est en train de se réveiller."

Michel Lévy-Provençal : *"Les IA servent à accélérer la relation avec le clients, à accélérer la communication, mais aujourd'hui, on n'a pas encore d'autre choix que d'héberger nos outils d'IA ailleurs que sur des clouds non européens."*

Jean-Noël Barrot : *"La souveraineté est un horizon vers lequel on doit tendre."*

Luc Julia : *"C'est confortable aujourd'hui d'être dans le système de clouds non européens, mais de temps en temps il faut savoir casser les règles."*

Jean-Noël Barrot : *"L'IA est duale, car, comme tout outil, elle peut être utilisée pour le bien commun, mais aussi pour des usages malveillants. Les cybercriminels se posent déjà les questions de savoir comment ils vont pouvoir utiliser ces outils."*

Jérôme Stubler : *"C'est parti ! Il ne faut pas se tromper, il n'y a pas que l'hébergement, il y a aussi les créateurs de la boîte à outils !"*

Arthur Mensch : *"L'IA est une technologie qui permet à tous les humains de se débarrasser des parties rébarbatives de leurs tâches."*

17h40-18h30 : Débat "#BosseFort. Métro, boulot, ma non troppo ! Le travail a-t-il l'avenir devant lui ?", avec Pierre-André de Chalendar, Olivier Dussopt, Marylise Léon, Raymond Soubie, Samuel Tual et animé par Hedwige Chevrillon

Olivier Dussopt : *"Le premier objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômage."*

"L'avenir du travail dépend aussi des évolutions technologiques, cela a toujours été le cas. La vraie question est de savoir comment le travail évolue."

"La question de l'avenir du travail se pose encore plus fort après la Covid et aussi parce que nous sommes dans un contexte économique particulier."

"La grande question est aussi celle du sens du travail et de son organisation."

"La marche vers le plein emploi autorise d'autant plus à se poser ces questions. 2/3 des Français n'ont pas accès au télétravail et cela peut entraîner de nouveaux clivages."

Marylise Léon : *"Le travail a un avenir, mais il n'a pas forcément l'avenir devant lui. On a connu une période exceptionnelle avec le Covid, mais on aurait tort de penser que c'était juste une parenthèse. Il faut que nous regardions comment les compétences sont mises en œuvre, comment on organise les reconversions, etc. On a un vrai sujet autour des conditions de la réalisation du travail."*

"Le travail n'est ni une valeur ni un droit à la paresse."

Raymond Soubie : *"Il n'y aura pas de fin du travail, car le travail a toujours été un élément de nos vies et qu'il est nécessaire à la survie économique."*

"Pendant le confinement, on a réfléchi et pris conscience d'un certains nombre de souhaits personnels. Le sujet du travail aujourd'hui est celui du sens du travail."

"Est-ce que le travail que j'accomplis sert vraiment à quelque chose ? Est-ce que ce que fait mon entreprise est bien au sens de l'éthique ? Et enfin, toutes les heures que je passe au travail est-ce que cela a un sens pour moi ? C'est sur tout cela que les salariés se posent aujourd'hui des questions et il faut savoir comment l'entreprise peut y répondre."

Pierre-André de Chalendar : *"En termes de télétravail, on ne sait pas encore où on va. On constate un besoin très général d'avoir un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle."*

"Les entreprises ont besoin de comprendre, cela afin de rester attractives. Elles ont besoin de donner du sens, à tous les niveaux de l'entreprise. Il faut adapter les organisations pour cela et trouver le bon niveau d'autonomie."

"Les Français considèrent que l'entreprise est structurante, ce qui est une très bonne nouvelle."

Olivier Dussopt : *"La meilleure façon d'apporter des réponses en ce qui concerne les conditions de travail passe par un dialogue social de proximité."*

"On a remarqué aussi des difficultés à avoir des repères quand les centres stratégiques s'éloignent des lieux de travail. On ne fera pas cette révolution du travail sans une révolution des managers. Un management par le contrôle n'a plus aucun sens."

Samuel Tual : *"Dans sa lettre, le pape a souligné l'importance de l'entreprise et du travail pour le bien commun. Le travail reste très important. La période Covid a mis en avant quelque chose de très profond sur la place que le travail occupe dans la vie."*

"La plupart des Français pensent aujourd'hui qu'il n'y a pas que le travail dans la vie. Il y a aujourd'hui des questions autour du cadre de travail, mais aussi autour des émotions que le travail procure. Et autre sujet fondamental; la reconnaissance."

Pierre-André de Chalendar : *"Les managers de proximité doivent être responsabilisés pour pouvoir eux-mêmes responsabiliser."*

Raymond Soubie : *"Beaucoup de jeunes ont envie de créer leur entreprise. Il faut que les chefs d'entreprise donnent aux gens qu'ils recrutent le sentiment qu'il faut devenir des entrepreneurs."*

Pierre-André de Chalendar : *"Nous n'avons pas eu en France de grande démission comme aux Etats-Unis, mais nous avons eu une grande rotation."*

Marylise Léon : *"Il faut permettre aux salariés d'avoir des moments pour parler non pas de leurs conditions de travail, mais très concrètement de leur travail, de leur façon de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent, etc."*

Olivier Dussopt : *"Le nombre d'emplois vacants reste important, mais les difficultés de recrutement des entreprises diminuent."*

"On essaie de continuer de marcher vers le plein emploi."

"Le travail reste le principal outil de création de richesses."

"L'entreprise est par excellence le lieu de socialisation et elle doit devenir aussi un lieu d'épanouissement, c'est pourquoi je reste réservé sur un recours massif au télétravail."

"Je suis optimiste, car les entreprises et les entrepreneurs vont être amenés à prendre des dispositions, qui, sur ce point là, feront que tout finira bien."

16h50-17h40 : Débat "#BornToBeAlive. 2050 - La bombe P est-elle un mythe ? La vérité sur le futur choc démographique", avec Jacques Attali, Alice Barbe, Véronique Bédague, Thierry Derez, Bruno Tertrais et animé par Stéphane Marchand

Bruno Tertrais : *"Les fondamentaux de la géopolitique sont la géographie, l'histoire, mais aussi la démographie qui est majeure pour comprendre les grands lignes de force du monde d'aujourd'hui."*

"Il y a beaucoup d'idées fausses autour de la démographie."

"En démographie, on ne fait pas de prédictions, mais des prévisions."

Jacques Attali : *"En matière démographique, les seules choses dont on peut être à peu près certains, c'est ce qui va se passer jusqu'en 2050... A cette époque, il y aura par exemple plus d'habitants au Nigéria qu'aux Etats-Unis."*

"Autre phénomène majeur, au rythme actuel, la planète sera invivable en 2050 si on ne change pas radicalement de modes de consommation et d'organisation urbanistique. On ne saura pas soigner, ni éduquer des millions de personnes."

"Il faut passer de l'économie de la mort à l'économie de la vie."

Véronique Bédague : *"Le logement dit beaucoup de notre cohésion sociale. Quand on regarde la démographie, on voit la proportion de personnes âgées qui augmente, ce qui implique d'imaginer de nouvelles formes de logements et de services, abordables pour tous. Par ailleurs, on traite extrêmement mal les jeunes, qui aujourd'hui n'ont pas accès à la propriété immobilière et qui ne trouvent pas non plus à ce loger."*

"Il faut travailler l'immobilier existant pour l'adapter à la démographie."

Thierry Derez : *"En 2050, on retiendra de notre époque que c'est celle d'un formidable allongement de la vie humaine, ce qui signifie aussi réfléchir au vivre ensemble. Pour les assureurs, une des préoccupations est celle de la dépendance. Les Français rêvent de rester chez soi le plus longtemps possible, ce qui implique de réfléchir sur des services et sur la prescription d'une assurance dépendance dès la trentaine."*

Alice Barbe : *"La migration est toujours abordée sous un prisme sécuritaire et négatif. Il faut au contraire la raconter sous un angle positif."*

"L'enjeu de la migration est aussi un enjeu démocratique. La fuite des cerveaux dans les dictatures est par exemple un énorme sujet."

Thierry Derez : *"Une des solutions est peut-être d'inverser la maxime de notre République, en faisant passer la fraternité au premier rang."*

Alice Barbe : *"La démographie me fait aussi penser à la frustration identitaire ! C'est le eux vs nous par rapport à la race ou à l'âge, pourquoi ne pas essayer de construire un nous commun."*

16h00-16h50 : Débat "#LeSacréEtLeProfane. Foi en l'avenir", avec Kahina Bahloul, Sr Nathalie Becquart, Haïm Korsia, Frédéric Lenoir, Monseigneur Matthieu Rougé et animé par Marie Guerrier

Message du Pape François : *"Je suis heureux de pouvoir vous envoyer chers entrepreneurs et entrepreneuses de France ce bref message à l'occasion de votre rencontre annuelle. Quand je pense aux chefs d'entreprise, le premier*

mot qui me vient à l'esprit est bien commun. Il n'est en effet pas possible aujourd'hui d'imaginer une amélioration du bien commun, c'est-à-dire de la vie économique et sociale, de la justice, des conditions de vie des plus pauvres, sans considérer les entrepreneurs comme des acteurs du développement et du bien-être. Vous êtes un moteur essentiel de la richesse, de la prospérité."

"Le premier capital de votre entreprise, c'est vous ! Aujourd'hui, les nouveaux défis de notre société ne peuvent être relevés sans de bons entrepreneurs."

"Nous sommes dans une période urgente, vous devez faire plus, nos enfants vous diront merci et moi avec eux."

Haïm Korsia : *"Les religions ont su se transformer, l'enjeu est de contextualiser la parole de Dieu pour qu'un texte qui a 3500 ans soit toujours actuel."*

"On ne peut transmettre quelque chose sans y ajouter quelque chose de plus moderne."

"Il faut garder l'ADN des religions en les adaptant."

Monseigneur Matthieu Rougé : *"Les religions sont heureuses de survivre en se transformant constamment."*

Kahina Bahloul : *"La question religieuse reste en France très tendue."*

"La crise que vit aujourd'hui l'Islam est une crise de l'inculture. Il faudrait enseigner l'histoire de la pensée religieuse, afin de donner aux jeunes générations les outils nécessaires pour qu'ils puissent comprendre le monde dans lequel on évolue."

Sr Nathalie Becquart : *"On n'a jamais la foi ou la religion à l'état brut, elles s'expriment toujours dans un contexte."*

"Chaque église est façonnée par la géographie, la culture et l'histoire."

"Nous ne sommes pas dans un monde qui change, mais dans un changement de monde."

"Ce qui est bousculé aujourd'hui dans l'église, c'est le rapport à l'institution."

Haïm Korsia : *"Si on apprend à la jeunesse à se poser toujours les bonnes questions, alors on la rend adaptable et cela est vrai aussi dans la foi. C'est ce qu'on appelle l'espérance."*

Frédéric Lenoir : *"Rien n'est plus urgent que d'apprendre aux enfants à développer un esprit critique."*

Haïm Korsia : *"Il est bon de faire un pas de côté pour penser différemment."*

Kahina Bahloul : *"Il manque aujourd'hui une envie de transcendance."*

Sr Nathalie Becquart : *"Les jeunes sont traversés par les questions du monde actuel, ils veulent être écoutés et être acteurs du changement du monde."*

Monseigneur Matthieu Rougé : *"Les jeunes sont en demande de réalisation spirituelle tout en étant enracinés dans le monde contemporain, dans ce contexte nous devons encourager les jeunes à œuvrer pour la transition écologique tout en les préservant de l'angoisse de cette transition."*

Kahina Bahloul : *"Je suis frustrée que l'on ne puisse pas faire comprendre aux jeunes le côté lumineux des religions à travers l'enseignement."*

Sr Nathalie Becquart : *"Ce dont nous manquons le plus, c'est de ressources pour le discernement et pour cela, on a besoin de ne pas être seul."*

Haïm Korsia : *"Pour être certain d'avancer, il faut se laisser envahir par l'immuable et l'immuable dans les religions, ce n'est pas Dieu, mais le rapport à l'autre."*

Bruno Tertrais : *"Nous ne sommes plus à l'époque où la démographie faisait la puissance. Aujourd'hui, le nombre compte moins. Mais tout de même, on n'a pas de grandes puissances économiques sans une population importante, pour produire et pour consommer."*

"Aujourd'hui, trois mondes se dessinent : l'Afrique où la poussée démographique est extrême, l'Eurasie en passe de s'effondrer démographiquement et enfin quelques grandes démocraties, comme l'Inde et les Etats-Unis, qui sont en relative bonne santé démographique."

Jacques Attali : *"L'Europe est très bien placée pour être la superpuissance à tous points de vue, mais n'a pas l'énergie du projet."*

"Nous avons besoin des générations futures et avons besoin de les former. L'éducation est un facteur clé, ainsi que la formation professionnelle."

"Il n'est pas du tout normal qu'un étranger en situation irrégulière n'ait pas le droit de travailler... cela le pousse à la délinquance."

"Les Européens sont les seuls à ne pas savoir qu'ils ont les meilleures conditions de vie. Nous sommes pessimistes parce que ça va bien et qu'on pense que cela va aller plus mal."

15h10-16h00 : Débat "#LaFinEtLesMoyens. Les futurs dompteurs de rareté", avec Patrick Artus, Estelle Brachlianoff, Jean-Marc Jancovici, Dominique Schelcher, Sabrina Soussan et animé par Martial You

Estelle Brachlianoff : *"La prise de conscience est là "*

"Ce que nous disent nos concitoyens c'est : on veut des solutions concrètes."

"Il n'y a pas de transition écologique, il n'y a que des preuves de transition écologique."

"Il faut que nous rendions l'écologie désirable ! Par exemple, une ville qui a des véhicules électriques est une ville silencieuse !"

Dominique Schelcher : *"L'inflation alimentaire en France est de 25 % depuis deux ans, mais en même temps les gens prennent conscience que les choses changent et les gens disent aujourd'hui, je ne choisis plus entre remplir le frigo et préserver la planète, j'essaie de faire les deux."*

"Le marché de l'occasion est une preuve que les comportements changent."

Jean-Marc Jancovici : *"Va venir un temps où les crues physiques vont décroître... donc soit on gère cette décroissance, soit on attend que des chocs externes nous obligent à le faire."*

"Nous n'avons pas aujourd'hui la boîte à outils pour gérer cette situation !"

Patrick Artus : *"Nous allons changer de modèle économique ! Depuis 2017, nous sommes sur une rareté de l'offre. On va se tourner vers un nouveau modèle où la production sera limitée par les capacités physiques."*

"Il y a tout de même un potentiel de progrès techniques, qui vont permettre d'augmenter certaines productions."

"Ensuite, à partir de 2050, on devrait embrayer sur un ralentissement démographique."

Sabrina Soussan : *"Il faut que tout le monde travaille ensemble autour de trois leviers : la sobriété, la réutilisation et enfin la production de nouvelles ressources."*

"Il faut changer les comportements, mais pour cela il faut une certaine transparence pour aider les consommateurs à agir."

Jean-Marc Jancovici : *"Quand une commodité essentielle devient rare, son prix devient extrêmement volatile."*

"Il faut être très vigilant quand on affirme que ce qui est rare est cher."

Dominique Schelcher : *"Nous sommes en phase de transition. A court terme, il faut passer ce cap ! Mais par l'innovation, on va trouver les moyens de dépasser cela."*

"Il y a des changements majeurs, qui se font dans les comportements individuels et dans les comportements collectifs. Au mot sobriété, je préfère le mot anglais "sufficiency"."

"Au Japon, la "sufficiency" devient même une esthétique... Cela consiste à consommer juste ce dont on a besoin."

Patrick Artus : *"On sort d'une situation où on avait trop d'épargne, ce qui explique les taux d'intérêt bas que nous avons connus. Aujourd'hui, on a besoin de 5 points de PIB de plus que ce qu'on fait déjà au niveau mondial, donc on va manquer d'épargne."*

"Nous sommes dans une situation transitoire, nous allons avoir une phase énorme d'investissements et de sobriété, mais à la fin, quand on aura constitué un capital vert, tout ira mieux."

"Nous avons 25 à 30 ans d'efforts à faire pour réaliser tous ces investissements."

Dominique Schelcher : *"Notre système de consommation n'est plus possible, il va falloir en changer."*

"Il y a de la rareté partout, car la planète se dérègle ! Par exemple, on va manquer de jus d'orange en raison des catastrophes climatiques qui ont touché la Floride."

Sabrina Soussan : *"Il faut des normes, mais elles doivent être adaptées pour permettre la mise en oeuvre des progrès technologiques."*

Jean-Marc Jancovici : *"Il va falloir inventer notre nouveau modèle socio-économique !"*

"Aujourd'hui, on a pas le schéma mental pour gérer un monde de rareté physique."

Patrick Artus : *"Il va falloir inverser la logique de toutes nos manières de penser."*

Dominique Schelcher : *"La souveraineté alimentaire française est en jeu."*

Sabrina Soussan : *"Il va falloir inventer les métiers de la rareté."*

"Il ne faut surtout pas pousser les innovations technologiques en sacrifiant la sobriété, il faut les deux."

14h45 : Intervention spéciale de la Première ministre Elisabeth Borne, interviewée par Christophe Jakubysyn

"Je vous confirme que depuis 2017, sous l'autorité du Président de la République, les différents gouvernements ont été pro business."

Envoyé depuis l'application Mail Orange

"On a aujourd'hui un contexte macroéconomique qui est plus incertain que ce qu'on pouvait attendre, dans lequel notre pays résiste bien, et donc on doit en tenir compte. Chacun doit prendre sa part. L'État prend la sienne, notamment avec une baisse de 3 % des dépenses en volume l'an prochain."

"Notre engagement n'est pas de tout faire en 2024, mais d'avoir tout fait en 2027."

"C'est un bon investissement pour l'Unedic de contribuer à la formation des demandeurs d'emploi et cela permettra aussi de lutter contre les difficultés de recrutement."

"Je partage la lucidité optimiste du Président de la République, car nous avons des fondamentaux solides."

"Nous avons créé 100 000 emplois industriels !"

"Nous n'allons pas changer de cap, nous allons continuer à soutenir l'activité économique."

"Je crois en une croissance respectueuse de la planète et riche en emplois, cela suppose d'agir pour notre souveraineté industrielle"

"Tous ceux qui prônent la décroissance devraient comprendre que ce serait remettre en cause notre modèle social."

"Nous allons créer un conseil stratégique de l'intelligence artificielle."

"Il est impératif que nos concitoyens ressentent dans leur vie personnelle l'impact de notre réussite macroéconomique."

"Il faut aussi que les seniors aient toute leur place dans l'entreprise."

"Chacun doit avoir des perspectives d'ascension sociale et ce défi-là, nous devons le relever avec les entreprises."

"Le chantier qui est devant, c'est effectivement de voir comment on peut sortir de la trappe des bas salaires. Et il faut que les augmentations de salaire se traduisent bien par une augmentation de leur pouvoir d'achat."

"Nous sommes dans un monde multicrises, qui bouscule nos certitudes et qui nous impose de défendre notre modèle économique et social."

"Il n'est pas question de taxer davantage les entreprises. Il n'y aura pas de hausses d'impôts !"

"L'instabilité ne fait pas bon ménage avec l'activité des entreprises, c'est pourquoi nous nous sommes engagés à supprimer la TVAЕ."

"Ce n'est pas la complexité de la norme qui fait son efficacité."

"Je suis convaincue que les défis devant nous peuvent être des opportunités, cela veut dire réinventer notre modèle de croissance et cela passe par la planification écologique."

"Nous allons continuer à vous accompagner !"

"Nous avons confiance en vous."

"La politique de l'offre n'est pas naturelle dans notre pays et trop souvent les aides aux entreprises sont perçues comme des cadeaux. S'il y a des résultats sur le plan macroéconomique, il faut que les salariés aussi en reçoivent les bénéfices."

"Nous avons une responsabilité partagée."

"Nous croyons dans le travail, nous croyons dans l'entreprise, nous croyons dans l'Europe !"

"Nous avons encore beaucoup à faire et à réussir ensemble."

14h30 : Discours de Patrick Martin, président du Medef

[>> Télécharger le discours au format PDF](#)

14h00 : Message du Président de la République Emmanuel Macron

"Je crois que nous avons transformé notre modèle social ces 6 dernières années."

"Nous avons une France qui a des résultats bien meilleurs. Notre attractivité en Europe a atteint des niveaux record ces dernières années."

"Ces dernières années ont aussi été marquées par une baisse historique des prélèvements obligatoires pour les citoyens comme pour les entreprises."

"Forts de ce bilan collectif, nous devons nous unir pour gagner les batailles qui sont devant nous. La première bataille est celle du plein emploi. J'ai besoin de vous pour cela."

"La deuxième bataille, c'est de gagner la bataille conjoncturelle en Europe et dans le monde, afin que la France impulse la bonne dynamique macro-économique en Europe."

"Il faut plus d'Europe et plus d'ambition."

"J'ai besoin de vous !"

"C'est un travail qui est aussi à conduire à travers un dialogue social renouvelé."

"Tous unis pour projeter notre pays vers demain."

"L'action et l'optimisme, c'est le moteur des entrepreneurs, c'est notre moteur !"